Zeitschrift: Tsantsa : Zeitschrift der Schweizerischen Ethnologischen Gesellschaft = revue de la Société suisse d'ethnologie = rivista della Società svizzera d'etnologia

Herausgeber: Schweizerische Ethnologische Gesellschaft

Band: 16 (2011)

Artikel: Entrer et sortir des institutions = Institutionen : Ein- und Austritte

Autor: Aeby, Gaëlle / Berthod, Marc-Antoine

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1007257

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 05.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

ENTRER ET SORTIR DES INSTITUTIONS

Gaëlle Aeby, Marc-Antoine Berthod

Réfléchir aux enjeux que soulève le fait d'entrer ou de sortir d'une institution suppose une entente préalable sur la définition de ce terme. Vaste défi! Le spectre de son acception va, en effet, des organisations sociales très abstraites – le mariage, les partis politiques, la Justice – aux établissements nominatifs associés à des lieux bien circonscrits: le home Pré Fleuri, le foyer du Mont Tendre, la prison des Tuileries... L'évidente polysémie du terme central de notre dossier – certains vont parfois jusqu'à dire d'une personne célèbre qu'elle est une institution – limite de fait toute ambition qui pourrait nous guetter de l'appréhender conceptuellement de manière précise pour introduire ce numéro 16 de la revue *Tsantsa*. Un nombre important d'auteur·e·s issu·e·s des sciences humaines et sociales ont, ailleurs, apporté des contributions approfondies et contrastées en la matière ces dernières années[1].

Pour notre propos, il est plus judicieux de constater cette polysémie et d'en tirer simplement parti. Nous accordons ainsi une grande place à la façon dont les personnes, individuellement ou collectivement, investissent certaines relations sociales et leur attachent tout à la fois un caractère institutionnel et institutionnalisant. En d'autres termes, nous reprenons à notre compte la perspective de Marc Abélès. Dans un article intitulé «Pour une anthropologie des institutions» publié dans *L'Homme*, il souligne l'importance d'ethnographier au quotidien les pratiques, actions, discours, représentations, lieux et matériaux en articulant ce double caractère:

«Cette démarche présuppose que l'institution, loin d'être traitée comme une structure formelle, doit être pensée comme espace de confrontation entre des représentations: dans cet espace se croisent des trajectoires en quête de pouvoir. Ce qui fait la vie de l'institution, c'est bien cette quête multiforme, les tensions qu'elle manifeste entre représentations hétérogènes et les conflits qu'elle occasionne.» (1995: 82-83)

Adopter cette posture vise moins à esquiver une difficulté de définition qu'à privilégier l'analyse des modalités d'utilisation de la notion même d'institution; à centrer le regard sur la façon dont les individus l'incarnent. Forts de ce principe, nous proposons dans les lignes qui suivent de situer rapidement les débats actuels autour de cette notion classique, puis de mettre ces débats en perspective avec l'immersion des anthropologues en terrain institutionnel. Cela nous permettra de mieux dégager l'originalité et la transversalité des enjeux d'une thématique centrée sur les entrées et les sorties d'institutions que viennent documenter et problématiser les huit articles du présent dossier.

[1] Amourous et Blanc (2001), Boltanski (2009), Dubet (2002), Fossier et Monnet (2009), Guéry (2003), Laforgue (2009), Searle (2005).

PRÉSENCES DES INSTITUTIONS

Partons de l'intitulé de l'un des dossiers récemment publié par la revue de sciences humaines *Tracés*: «Que faire des institutions?» Un tel titre laisse transparaître tout à la fois un certain désarroi dans la manière d'appréhender ces dernières – sont-elles des objets insaisissables, à garder ou à abandonner? – et la reconnaissance de leur incontournable centralité dans les sciences humaines et sociales. Dans la présentation dudit dossier, Arnaud Fossier et Eric Monnet (2009), qui font d'ailleurs bien état de ce double sentiment, évoquent les principaux discours qui s'opposent généralement à ce sujet: une première perspective met l'accent sur la dimension instituée, reproductrice et contraignante; une deuxième perspective privilégie la dimension institutionnalisante, la négociation des règles et la régulation des actions individuelles. La façon de penser l'interdépendance et la hiérarchisation de ces deux dimensions permet à certains de défendre la thèse de la crise des institutions – François Dubet (2002) a par exemple intitulé un ouvrage *Le déclin de l'institution* (au singulier) – et à d'autres d'insister sur le redéploiement constant des logiques institutionnelles et leurs effets d'«emprise» et de «déprise», à l'instar de Benoît Eyraud (2010).

Dans *De la critique*, Luc Boltanski (2009) fait également état d'une distinction similaire pour penser les permanences et les transformations des institutions. Il rappelle que la sociologie critique est centrée sur le pouvoir de domination (l'accent est alors mis sur l'institué) tandis que la sociologie pragmatique cherche à mettre en avant l'action des personnes en situation (l'accent est alors mis sur l'instituant). Dépassant cette circularité entre institué et instituant, Boltanski invite à ne pas surestimer les capacités des acteurs à partager et à s'entendre sur le sens des actions et des interactions pour faire justement «institution». Il demande de prendre au sérieux la fragilité, l'incertitude et l'inquiétude – latentes ou manifestes – qui sous-tendent et caractérisent en permanence l'interdépendance entre les deux dimensions précitées.

Pour qui s'inscrit dans une perspective anthropologique, nous pensons nécessaire d'accepter cette invitation, car cela permet d'éviter de croire en l'existence de ce que nous pouvons appeler des *téléologies institutionnelles partagées*. En effet, il est fréquent d'assimiler les institutions à leurs buts déclarés et de présupposer que les acteurs donnent le même sens aux actions qui les sous-tendent pour y parvenir; le cas échéant, on risquerait de faire l'impasse sur ce qui se joue réellement en leur sein. Focaliser le regard sur les entrées et les sorties d'institutions s'avère dès lors très précieux pour bien comprendre comment et pourquoi la présence de celles-ci peut tour à tour devenir envahissante ou transparente; cohérente ou contradictoire; figée ou labile[2]. En bref, les entrées et les sorties apparaissent comme autant de moments et de lieux d'observation privilégiés de toutes les formes de performativité institutionnelle.

ALLER «DANS» LES INSTITUTIONS

Nous souhaitons ensuite associer l'intérêt sans cesse renouvelé et même croissant pour l'étude des institutions – la publication de ce dossier en est une illustration – à l'élargissement du champ académique et professionnel des anthropologues. Après s'être trop longtemps intéressés aux institutions des sociétés «exotiques» (Abélès 1995), ceux-là et celles-là investissent désormais des lieux d'étude qui étaient auparavant largement occupés par les sociologues ou les politologues. Ils et elles se sont alors mis à l'épreuve de terrains familiers et d'institutions qu'ils et elles sont amené·e·s parfois à fréquenter comme utilisateurs, utilisatrices ou bénéficiaires. Cette volonté d'immersion n'est pas sans provoquer quelques quiproquos quant à leur statut, ce que laisse encore entendre Abélès dans son texte programmatique:

> «Mon premier acte est de pénétrer dans la mairie de Quarré-les-Tombes et de me présenter, pour m'entendre dire: ‹Vous, vous connaissez bien le système. Je ne sais pas ce qu'on peut vous apprendre.›» (1995: 70)

Ce «rapatriement» de l'anthropologie, qui se fait pour une bonne part dans, avec ou sur les institutions, oblige dès lors à trouver les meilleurs arguments pour légitimer, voire préserver sa place en tant que chercheur·e pratiquant des observations en leur sein tout en tenant compte de ce présupposé de familiarité.

L'augmentation du nombre de recherches faisant des institutions leur terrain d'étude va par ailleurs de pair avec l'engagement d'anthropologues au sein des Hautes écoles spécialisées (HES), surtout dans les domaines du travail social et de la santé[3]. De plus, en Suisse comme dans bien d'autres

[2] Nous tenons à remercier Yannis Papadaniel pour avoir suggéré quelques pistes intéressantes sur ces questions lors de nos différentes discussions.

[3] Depuis le milieu des années 1990, la Suisse a complètement réformé son offre de formation tertiaire orientée vers la pratique - travail social, santé, musique et arts de la scène, ingénierie et architecture, design et arts visuels, économie et services - en développant les Hautes écoles spécialisées qui complètent l'offre de formation universitaire selon le système de Bologne avec ses filières Bachelor et Master. Les activités de recherche y ont été fortement encouragées et s'y sont développées depuis lors de manière très significative.

pays, les recherches orientées vers la pratique sont clairement encouragées et des partenariats avec divers milieux de pratique professionnelle – institutionnels bien souvent – sont régulièrement constitués.

Dans ce contexte, quel dénominateur commun semble soutenir le développement et l'intérêt de ces recherches? Deux points ressortent des articles que nous avons sélectionnés pour ce dossier, indépendamment de l'affiliation disciplinaire de leurs auteur·e·s: le premier est que chaque texte repose sur une démarche d'observation; cette démarche implique un positionnement des chercheur·e·s «dans» l'institution – ils et elles doivent y entrer et en sortir – non sans les inviter à réfléchir aux contours et limites de cette dernière. Le deuxième point tient dans l'importance accordée à la prise en charge institutionnelle, qui comporte une dimension relationnelle entre des professionnel·le·s et des bénéficiaires ou des usagers et usagères. Si l'analyse de cette dimension est désormais souvent au centre des études en milieu institutionnel, nous pouvons y voir le possible effet de la progressive convergence entre le rapatriement de l'anthropologie, l'élargissement de son champ académique et le souci – notamment politique – d'orienter la recherche vers la pratique.

OBSERVER LES INSTITUTIONS

Après avoir signalé l'existence de ce substrat – anthropologique? – commun, il convient de nous demander comment délimiter une recherche de terrain et, corollairement, comment définir la présence et l'implication des chercheur·e·s lorsqu'une *institution* est prise comme objet d'étude. En la matière, il est difficile de se passer de la référence à Erving Goffman (1968). Dans le présent dossier, sept articles sur huit le mentionnent. S'il est représentatif d'un courant critique des institutions et de leurs effets sur les populations avec son concept d'institution «totalitaire» ou «totale»[4], Goffman reste à notre sens déterminant dans la mesure où il est emblématique d'une plongée à long terme dans une institution dont le périmètre est relativement bien balisé, spatialement et physiquement; les observations et analyses qui en résultent dépendent la plupart du temps de ce périmètre.

Dans un article qui reprend les diverses publications ayant mobilisé ces dernières années la référence à ce concept d'institution totale, François Steudler (2001) souligne d'ailleurs à quel point l'apport de Goffman a contribué à la transformation du regard porté sur les institutions «fermées» – en particulier psychiatriques – et au renouvellement de leur compréhension. Le caractère monolithique de ce concept, basé sur un paradigme de type fonctionnaliste, a empêché par contre d'observer plus concrètement l'hétérogénéité intragroupe des personnes fréquentant une même institution; les liens entre une institution et la collectivité environnante; les collaborations interinstitutionnelles; la présence plus ou moins marquée de l'institution au quotidien, tel que nous l'évoquions précédemment.

Ces derniers aspects – que subsume l'intitulé de notre dossier – restent encore marginaux dans les travaux des chercheur·e·s qui fréquentent les institutions. Il semble en effet toujours plus facile de construire une recherche dans, avec ou sur une institution en partant d'un périmètre bien identifié. Nous pouvons mentionner à cet égard – parmi une abondante littérature, du moins francophone – les travaux de Jean Peneff (1992) sur l'hôpital; de Corinne Rostaing (1997) sur les prisons; d'Isabelle Mallon (2004) sur les établissements médico-sociaux pour personnes âgées; de Marc Jeanjean (1990) sur la police; de Jacinthe Mazzocchetti (2005) sur les jeunes filles placées en centre de détention; de Paul Fustier (2008) sur les foyers d'éducation.

Pour notre part, en collaboration avec Laurence Ossipow, nous avons également mené une recherche en milieu institutionnel à Genève, en foyers d'éducation spécialisée plus précisément[5]. Si nous sommes bel et bien entré·e·s et resté·e·s dans un périmètre institutionnel clairement identifié, l'idée de produire une monographie de l'institution avait été d'emblée écartée. Nous avons plutôt adopté l'approche décrite par Abélès:

«La tâche de l'anthropologue consiste précisément à déconstruire ce qui se donne comme institution, autonome dans *ses* finalités, maîtrisant *ses* instruments techniques et intellectuels et sécrétant *sa* culture.» (1995: 76)

Et de poursuivre: «Ce qui intéresse au premier chef l'anthropologue, ce sont d'une part la matérialité de l'institution, de l'autre les rapports quotidiens en son sein. L'expérience du terrain est indispensable, car elle permet d'accéder directement à cette quotidienneté.» (1995: 76)

[4] C'est Robert Castel qui, dans la première publication en français d'*Asiles. Etudes sur la condition sociale des malades mentaux* (1968), a fait le choix de l'adjectif «totalitaire» au lieu de «total» qui s'est ensuite imposé.

[5] Financée par le Fonds national suisse de la recherche scientifique (No 118161) et réalisée entre 2007 et 2010, cette recherche est intitulée «Le travail social à l'épreuve des rites: processus identitaires et citoyenneté des adolescent·e·s placé·e·s en foyers». La publication d'un ouvrage est en cours.

Nous devons toutefois le reconnaître, ce point de vue peine encore à se détacher du seul périmètre institutionnel: tout son «quotidien» semble y être contenu. Pour changer de perspective, il serait intéressant de suivre les membres du personnel au-delà des murs des institutions qui les emploient, indépendamment de leur cahier des charges bien sûr; d'accompagner les résident·e·s de telle ou telle institution dans d'autres sphères collectives, publiques ou professionnelles; d'observer les passages et transitions – les zones de contact – entre différents dispositifs institutionnels. C'est pour orienter la réflexion vers ces différents aspects que nous avons conçu ce dossier, centré sur les entrées et les sorties d'institutions, faisant de ces dernières les *épicentres ethnographiques* à partir desquels une série de dimensions peuvent être explorées. Nous portons ainsi un regard original sur les institutions et leurs confins.

PRÉSENTATION DES ARTICLES

Les articles publiés ici s'inscrivent, chacun à leur manière, dans cette perspective. Le premier article, rédigé par Frédérique Giuliani, Denis Laforgue et Corinne Rostaing, compare les façons d'entrer dans trois institutions françaises: une prison, un dispositif de soutien à la parentalité et un dispositif d'aide à domicile auprès de personnes âgées. En décrivant les rites et cérémonies d'admission en fonction du degré plus ou moins élevé de fermeture de ces institutions, les auteur·e·s montrent comment s'y alternent et se hiérarchisent une logique de contrôle et une logique de reconnaissance des personnes. Annick Anchisi nous fait ensuite entrer dans un établissement pour personnes âgées en Suisse. Elle décrit par le *menu* le repas d'accueil des nouvelles résidentes et nouveaux résidents, repas qui réunit les proches et le personnel autour de la table. Ce deuxième article analyse la façon dont la famille et l'établissement médico-social gèrent l'incertitude catégorielle des futur·e·s résident·e·s tout en dramatisant et déjouant leurs mises en scène respectives en termes d'ordre, de hiérarchie et d'échanges.

Troisièmement, Michaël Meyer, Krysztof Skuza et Adrien Utz nous amènent sur le terrain de l'interinstitutionnel. Ils mettent en lumière les collaborations entre les mondes psychiatrique et policier autour de la prise en charge de patient·e·s dément·e·s dans le canton de Vaud. Leurs descriptions d'interactions entre des représentant·e·s de différentes institutions montrent que les collaborations intersectorielles débouchent parfois sur des inversions inattendues dans l'exercice du rôle professionnel des uns et des autres. Marina Richter, Roger Kirchhofer, Ueli Hostettler et Chris Young nous font ensuite pénétrer dans l'univers carcéral suisse pour y étudier un dispositif de formation *intra muros*. En présentant ce dispositif comme une «île» donnant une ouverture sur l'extérieur au sein même de la prison, cette quatrième contribution vient décrire le jeu compliqué entre ce qui constitue le «dehors» et le «dedans» d'une institution. Dans une perspective similaire mais inversée, Caroline Touraut s'intéresse pour sa part à la façon dont le «dehors» investit le «dedans». Ce cinquième article analyse les relations que les détenus entretiennent avec les proches qui leur rendent visite. Il montre que si ces proches apprennent à se conformer aux normes de la prison en France, la prison a aussi dû créer des espaces spécifiques pour les accueillir, non sans aller contre sa logique première d'enfermement et de punition. Puis Clara Barrelet nous amène dans un foyer d'hébergement pour jeunes sans-abris LGBT (lesbienne, gay, bisexuel ou transgenre) à New York. Cet article, le sixième, se penche sur les stratégies de ces personnes qui fréquentent cette institution sur un mode volontaire et l'instrumentalisent durant quelques mois pour avoir un toit, mais également pour initier ou poursuivre des processus identitaires transgenres.

Les deux dernières contributions mettent en exergue la sortie d'une institution, ses enjeux, ses succès et ses échecs. Géraldine Bugnon se demande tout d'abord quand et sous quelles conditions la mesure de Liberté assistée destinée aux mineur·e·s au Brésil prend fin. A travers les représentations et attentes des travailleuses et travailleurs sociaux, elle montre la complexité du travail à l'œuvre pour évaluer la resocialisation des adolescent·e·s, condition *sine qua non* pour que le juge ordonne la fin de la mesure. Enfin, Irene Becci se penche sur une maison de transition pour ex-détenus à Berlin, maison dont l'objectif officiel est de faciliter la sortie de prison et le retour à une vie dite normale. Elle observe cependant que les ex-détenus se trouvent pris dans un lieu qui n'est certes plus la prison, mais qui reste en dehors, à la périphérie de la collectivité. Ils demeurent dans une phase de liminalité à cause du stigmate qui continue à peser fortement sur eux.

ENTRER, SORTIR: QUELQUES PERSPECTIVES

Comme l'indique la présentation de ces huit articles, l'objectif de ce dossier n'est pas de focaliser l'attention sur les trajectoires des usagers, usagères ou des bénéficiaires au sein des institutions, trajectoires encore trop souvent pensées de manière homogène et linéaire. Il ne s'agit pas non plus de décrire le fonctionnement interne d'une institution, la distribution des rôles entre les différents pro-

tagonistes qui y évoluent ou encore les rapports entre acteurs et système. Nous avons au contraire privilégié des articles qui, abordant l'institution comme un espace de confrontation, analysent non seulement les zones de contact entre dispositifs institutionnels, mais aussi leurs zones frontière. Cela permet de comprendre les jeux de hiérarchisation et de pouvoir qui se laissent observer dans ces moments cruciaux et incertains que représente toute entrée ou toute sortie d'institution.

Cela permet en outre – à travers la notion de rite – de penser l'entrée, la sortie ainsi que les transitions ou points de rencontre entre institutions comme des mises en scène et des espaces-temps particuliers. En effet, l'arrivée ou le départ d'une nouvelle personne – qui ouvre ou termine une prise en charge – représente une potentielle mise en péril de l'équilibre des dynamiques collectives. Les rites permettent alors d'annoncer, voire d'instituer, certaines reconfigurations relationnelles et de sanctionner le changement de statut qui s'opère. Tout en présentant un caractère d'exceptionnalité par rapport au quotidien, de fictionnalité même selon Albert Piette (2005, 2003), le rite comporte une dimension performative (Wulf 2005). La notion de rite de passage, théorisée par Arnold Van Gennep (1909), a ainsi été mobilisée et discutée dans les deux premiers articles du dossier pour analyser les rituels associés aux entrées. Une autre notion, celle de liminalité – développée par Victor Turner (1995) – rend compte de la parenthèse structurante que peut représenter le temps passé en institution. C'est notamment Becci qui s'y réfère pour comprendre la difficulté qu'ont les ex-détenus à sortir de leur état antérieur pour réintégrer pleinement la société. En bref, qu'il s'agisse d'entrer ou de sortir, des rites sont fréquemment performés, révélant du coup bon nombre d'enjeux propres à ces moments. Cette notion, si elle n'a été mobilisée que par trois articles sur les huit, nous semble présenter un intérêt particulier pour l'étude des institutions telle que nous la proposons.

Par ailleurs, au final, quatre caractéristiques d'importance inégale mais transversale semblent se dégager de l'ensemble des articles: 1) l'exagération des mises en scène de la hiérarchie et des rapports de pouvoir dans ces moments de transition; 2) l'effacement, l'affirmation ou le brouillage des identités professionnelles des membres du personnel au contact des proches des personnes qu'elles prennent en charge et des collaborateurs et collaboratrices d'autres institutions; 3) la nécessité de catégoriser de manière spécifique les bénéficiaires, résident·e·s ou usagers et usagères afin de réduire l'écart entre exigence institutionnelle et biographie individuelle; 4) le respect d'un impératif d'accompagnement pour soutenir l'idéal d'autonomie des personnes, l'opérationnalisation de cet impératif passant par la mise en réseau et l'implication de multiples partenaires.

Pour conclure, signalons que deux articles parmi les trois proposés dans la rubrique «Essais en anthropologie visuelle» font écho à ce dossier. Premièrement, Olivia Killias propose une série de photographies qui retracent la préparation de futures employées de maison indonésiennes dans un centre spécialement prévu à cet effet. Elle s'interroge sur la transformation demandée à ces femmes pour devenir des «maids» idéales. Ce séjour est analysé comme une phase liminale qui permet de les rendre employables. L'exemple de la réalisation de la photographie qui sera utilisée dans le catalogue destiné aux futurs employeurs est particulièrement révélateur, puisqu'il s'agit de démontrer tout le potentiel d'une aptitude dans un seul sourire au naturel travaillé. Deuxièmement, Cornelia Hummel et Frank Preiswerk ont suivi la sortie d'un patient et d'une patiente d'une unité psychiatrique à Genève. Leur texte donne à voir comment leur sortie respective se prépare entre les résident·e·s et les membres du personnel tout en s'échelonnant dans le temps et l'espace. Le fait de sortir exacerbe espoirs et craintes, sans que personne ne sache vraiment si la sortie est définitive ou si d'autres internements – déjà – se profilent à l'horizon.

Ces essais photographiques viennent enrichir les descriptions et analyses des articles du dossier. Ils nous invitent visuellement à ne pas oublier que l'entrée dans un dispositif institutionnel peut – ou doit – aussi être lue comme la sortie d'un autre dispositif institutionnel, et inversement...

INSTITUTIONEN: EIN- UND AUSTRITTE

Gaëlle Aeby, Marc-Antoine Berthod

Eine thematische Reflektion über das Eintreten in oder das Austreten aus einer *Institution* verlangt vorab eine Definition des Begriffs. Eine wahre Herausforderung! Denn das Bedeutungsspektrum reicht von sehr abstrakten sozialen Organisationsformen – Heirat, politische Parteien und Justiz – bis hin zu namentlich bekannten Einrichtungen in jeweils ganz spezifischen Orten: das Internat von Pré Fleuri, der Gruppenraum des Mont Tendre oder das Gefängnis der Tuilerien... Die Polysemie des zentralen Begriffs unseres Dossiers – einige würden sogar eine berühmte Person als Institution ansehen – widersteht jeglicher Versuchung ihn konzeptuell präzis zu erfassen, um diese 16. Ausgabe der Zeitschrift *Tsantsa* einzuleiten. In den letzten Jahren hat eine Vielzahl von AutorInnen aus den Geistes- und Sozialwissenschaften zu diesem Thema kontrastreiche Beiträge geleistet[1].

Im Rahmen dieses Dossiers erscheint es sinnvoller, diese Vieldeutigkeit festzustellen und Nutzen daraus zu ziehen. Ganz im Sinne von Marc Abélès (1995) schenken wir hier jenen Akteuren Beachtung, welche, individuell oder im Kollektiv, soziale Beziehungen investieren und diesen dabei sowohl institutionnellen als auch institutionnalisierenden Charakter zuweisen. In seinem in der Zeitschrift *L'Homme* veröffentlichten Artikel «Pour une anthropologie des institutions», betont Abélès die Wichtigkeit alltägliche Praktiken, Handlungen, Diskurse, Repräsentationen, Orte und Materialien in dieser doppelten Funktion ethnographisch festzuhalten:

«Dieser Ansatz setzt voraus, dass die Institution, weit davon entfernt als formelle Struktur behandelt zu werden, als ein Konfrontationsraum von Repräsentationen gedacht werden muss: in diesem Raum kreuzen sich die Wege auf der Suche nach Macht. Das, was das Leben der Institution ausmacht, ist genau diese vielförmige Suche mit all den Spannungen, die sie zwischen heterogenen Bedeutungen erzeugt, und den Konflikten, die sie verursacht.» (1995: 82-83, unsere Übersetzung)

Diese Haltung zielt weniger darauf ab, sich einer schwierigen Definition zu entziehen, als der Analyse der Anwendungsmodalitäten des Begriffs Institution selbst den Vorzug zu geben bzw. den Blick auf die Art und Weise zu richten, wie die Individuen diese verkörpern. In dieser Perspektive werden wir im Folgenden zunächst kurz die aktuellen Debatten um den klassischen Begriff «Institution» verorten; danach werden wir jene Debatten im Rahmen der empirischen Forschungen im institutionellen Feld diskutieren. Damit erhoffen wir uns, die Originalität und Querverbindungen des vorliegenden Dossiers rund um die Thematik der Eintritte in bzw. Austritte aus Institutionen zu verdeutlichen.

[1] Amourous und Blanc (2001), Boltanski (2009), Dubet (2002), Fossier et Monnet (2009), Guéry (2003), Laforgue (2009), Searle (2005).

DIE PRÄSENZ DER INSTITUTIONEN

Nehmen wir als Ausgangspunkt einen unlängst in der Zeitschrift *Tracés* publizierten Text mit dem Titel: «Que faire des institutions?». Dieser Titel verrät sowohl bestimmte Zweifel angesichts der möglichen Erfassung von Institutionen – sind es unfassbare Objekte, die es als solche zu bewahren oder ganz aufzugeben gilt? – als auch die Anerkennung ihrer unumgänglichen zentralen Stellung in den Geistes- und Sozialwissenschaften. In der Präsentation des oben genannten Dossiers erwähnen Arnaud Fossier und Eric Monnet (2009), die sich dieser zwiespältigen Situation durchaus bewusst sind, die analytischen Diskurse, welche sich bei diesem Thema in der Regel gegenüberstehen: Eine erste Perspektive betont die institutionelle Dimension gesamt ihrer stabilisierenden und normalisierenden Wirkung. Die zweite Perspektive betont die institutionalisierende Dimension, die Verhandlung der Regeln und die Regulierung individueller Handlungen. Je nachdem, wie sie die Wechselbeziehung und Hierarchisierung dieser beiden Dimensionen betrachten, unterstützen einige AutorInnen die These einer «Krise der Institutionen» – François Dubet (2002) gab beispielsweise einem seiner Werke den Titel *Le déclin de l'institution* (im Singular). Andere, wie Benoît Eyraud (2010), betonen hingegen die konstante Umstrukturierung der institutionellen Logiken, mitsamt ihrer Wirkungen bezüglich «Machtgewinn» und «Machtverlust».

Luc Boltanski (2009) macht in *De la critique* eine ähnliche analytische Unterscheidung, um seine Überlegungen zu Beständigkeit und Transformation von Institutionen anzustellen. Er erinnert daran, dass die kritische Soziologie die Macht im Sinne von Dominanz (der Akzent liegt hier auf dem Instituierten) in den Mittelpunkt rückt, während die pragmatische Soziologie das situationsgebundene Handeln der Personen in den Vordergrund stellt (der Akzent liegt in diesem Fall auf dem Instituierenden). Um diesen Zirkelschluss zwischen Instituiertem und Instituierendem zu durchbrechen, fordert Boltanski auf, die Fähigkeiten der Akteure nicht zu überschätzen, sich auf den Sinn von Handlungen und Interaktionen zu verständigen um eine Institution zu bilden. Er verlangt, die latente oder manifeste Zerbrechlichkeit, Unsicherheit und Besorgnis ernst zu nehmen, die durch die Interdependenz der zwei oben erwähnten Dimensionen permanent entsteht.

Aus sozialanthropologischer Sicht sollte Boltanski's Aufforderung sicher Folge geleistet werden; denn dies verhindert es, an die Existenz an so etwas wie «geteilte institutionelle Teleologien» zu glauben. Tatsächlich kommt es häufig vor, dass man Institutionen mit ihren deklarierten Zielen gleichsetzt und davon ausgeht, dass die Akteure ihren Handlungen, mit denen diese Ziele erreicht werden sollen, den gleichen Sinn geben; so riskiert man zu übersehen, was sich im Inneren der Instutionen wirklich abspielt. Den Blick darauf zu richten, wie man in Institutionen eintritt bzw. aus ihnen austritt, erscheint hingegen wertvoll, um zu verstehen, wie und warum Institutionen abwechselnd bedrängend und transparent, kohärent oder widersprüchlich, erstarrt oder labil sein können[2]. Kurzum, Eintritte in und Austritte aus Institutionen sind privilegierte Momente bzw. Orte für die umfassende Beobachtung institutioneller Performativität.

DER GANG «IN» DIE INSTITUTIONEN

Wir möchten nun das immer wieder neue und zugleich wachsende Interesse für das Studium der Institutionen mit der Erweiterung des akademischen und professionellen Feldes der SozialanthropologInnen in Verbindung bringen. Nachdem sich Letztere lange Zeit vor allem für die Institutionen «exotischer» Gesellschaften interessierten (Abélès 1995), investieren SozialanthropologInnen nunmehr jene Studienfelder, denen sich zuvor hauptsächlich SoziologInnen und PolitologInnen widmeten. Sie erforschen nun ihnen vertraute Umgebungen und Institutionen, welche sie mitunter auch selbst als Benützer oder Nutzniesser besuchen. Dieses Interesse provoziert so manches Missverständnis bezüglich ihrer Position, was auch Abélès in seinem programmatischen Text zu verstehen gibt:

«Meine erste Handlung besteht darin, in das Rathaus von Quarré-les-Tombes zu gehen und mich dort vorzustellen, um mir sagen zu lassen: ‹Sie, Sie kennen das System. Ich wüsste nicht, was Sie hier von uns lernen könnten.›» (1995: 70, unsere Übersetzung)

Diese «Heimkehr» der Anthropologie, welche zu einem guten Teil in, mit oder über die Institutionen stattfindet, verpflichtet zu stichhaltigen Argumenten, um seinen Platz als BeobachterIn im Innern von Institutionen unter Berücksichtigung der angenommenen Vertrautheit zu legitimieren und zu bewahren.

Die steigende Anzahl an Studien, die Institutionen zu ihrem Forschungszentrum machen, geht mit dem wachsenden Engagement von SozialanthropologInnen im Bereich der

[2] Wir bedanken uns bei Yannis Papadaniel für seine Vorschläge zu einigen interessanten Zugängen zu diesen Fragen während einiger unserer Diskussionen.

Fachhochschulen (FHS) einher, vor allem in den Bereichen Soziale Arbeit und Gesundheit[3]. Darüber hinaus wird in der Schweiz, wie auch in anderen Ländern, deutlich zu praxisorientierter Forschung ermutigt und es kommt regelmässig zu Partnerschaften mit unterschiedlichen – meist institutionellen – Berufsbereichen.

Welcher gemeinsame Nenner unterstützt womöglich in diesem Kontext die Entwicklung und das Interesse an solchen Forschungen? Zwei Aspekte kristallisieren sich aus den für dieses Dossier ausgewählten Artikeln heraus, unabhängig von der disziplinären Anbindung ihrer AutorInnen: Erstere ist, dass jeder Text auf einer beobachtenden Methodik beruht; diese Vorgehensweise impliziert eine Einbettung des Forschenden in die Institution – er oder sie muss sie betreten und auch wieder verlassen – und nicht zuletzt eine Reflektion über deren Grenzen und Konturen. Der zweite Aspekt betrifft die Fokussierung auf die institutionelle Betreuung, welche mitunter die Beziehungen zwischen Fachpersonen und Empfängern oder Nutzern und Nutzerinnen umfasst. In der Tatsache, dass diese Dimension fortan oft im Zentrum der Analyse des institutionellen Umfeldes steht, könnte man als möglichen Effekt einer fortschreitenden Konvergenz zwischen der Heimkehr der Sozialanthropologie, der Erweiterung ihres akademischen Feldes und der – vor allem politischen – Sorge, die Forschung in Richtung Praxis zu orientieren, interpretieren.

INSTITUTIONEN UND EMPIRISCHE BEOBACHTUNG

Nachdem wir nun diese gemeinsame – sozialanthropologische? – Grundlage aufgezeigt haben, liegt es nahe zu fragen, wie das Forschungsfeld abgegrenzt werden kann, und wie Anwesenheit und Wirkung der Forschenden im Rahmen einer *Institution* als Forschungsobjekt zu verstehen wären. In dieser Hinsicht ist es schwierig an der Theorie von Erving Goffman (1968) vorbei zu kommen. Sieben von acht Artikeln dieses Dossiers beziehen sich explizit darauf. Goffman ist mit seinem Konzept der «totalen Institution» für eine kritische Strömung hinsichtlich der Institutionen und ihrer Einflüsse auf die Menschen repräsentativ. Er bleibt unseres Erachtens nach massgebend, insofern er typisch ist für ein langzeitliches Eintauchen in eine Institution, deren Perimeter klar räumlich und physisch markiert sind. Die Analysen und Beobachtungen, welche daraus resultieren, hängen in den meisten Fällen von diesen Perimetern ab.

François Steudler (2001) unterstreicht im Übrigen im Anschluss an die unterschiedlichen Publikationen, welche sich in den vergangenen Jahren auf dieses Konzept der totalen Institution bezogen, wie stark Goffman zur Transformation der Sicht auf «geschlossene» Institutionen – besonders der psychiatrischen – und der Erneuerung ihres Verständnisses beigetragen hat. Der monolithische Charakter dieses funktionalistischen Konzepts hat hingegen die genauere Beobachtung der inneren Heterogenität jener Gruppen, welche eine Institution frequentieren, verhindert. Auch die Verbindungen zwischen Institution und das sie umgebende Kollektiv, blieben zusammen mit der interinstitutionellen Zusammenarbeit sowie der mehr oder weniger markierten Präsenz der Institution im Alltag unbeachtet.

Diese, in unserem Dossiertitel subsumierten Aspekte existieren bisher nur am Rande der Arbeiten jener Forschenden, die sich mit Institutionen befassen. Es scheint in der Tat immer noch leichter zu sein, eine Forschung über eine oder in einer klar abgegrenzten Institution zu formulieren. In dieser Hinsicht können wir unter der reichhaltigen frankophonen Literatur, um nur diese zu zitieren, die Arbeiten von Jean Peneff (1992) über das Krankenhaus, von Corinne Rostaing (1997) über Gefängnisse, von Isabelle Mallon (2005) über sozialmedizinische Alteneinrichtungen, von Marc Jeanjean (1990) über die Polizei, von Jacinthe Mazzocchetti (2005) über Mädchen in Haftanstalten und von Paul Fustier (2008) über Erziehungsheime nennen.

Unsererseits haben wir in Zusammenarbeit mit Laurence Ossipow ebenfalls eine Forschung im institutionellen Umfeld von Genf, genauer gesagt in spezialisierten Erziehungsheimen durchgeführt[4]. Auch wenn wir selbst hier in einem klar identifizierbaren institutionellen Umkreis operiert haben, wurde von vornherein auf die Idee, eine Monographie über die Institution zu schreiben, verzichtet. Wir übernahmen vielmehr den von Abélès beschriebenen Ansatz:

[3] Seit Mitte der 1990er Jahre wurden in der Schweiz die Angebote des auf die Praxis ausgerichteten dritten Bildungssektors komplett reformiert, indem beispielsweise für die Fächer Soziale Arbeit, Gesundheit, Musik und Szenekunst, Ingenieurwesen und Architektur, Design und visuelle Künste, Wirtschaft und Management die Fachhochschulen entwickelt wurden, die das Angebot der Universitäten nach dem Bologna-System mit ihren Bachelor- und Masterstudiengängen vervollständigen. Die Forschungsaktivitäten wurden sehr stark unterstützt und haben seitdem eine signifikante Entwicklung durchgemacht.

[4] Finanziert durch den Schweizerischen Nationalfonds (Dossier Nr. 118161) und realisiert zwischen 2007 und 2010, hatte die Forschung den Titel «Le travail social à l'épreuve des rites: processus identitaires et citoyenneté des adolescent·e·s placé·e·s en foyers». Die Publikation des Werkes ist im Gange.

«Die Arbeit des Anthropologen besteht, präzise ausgedrückt, in der Dekonstruktion dessen, was sich als Institution ausgibt, autonom in *ihren* Zweckbestimmungen, *ihre* technischen und intellektuellen Instrumente beherrschend, und *ihre* Kultur absondernd.» (1995: 76, unsere Übersetzung)

Und weiter heisst es: «Was den Anthropologen in erster Linie interessiert, ist zum einen die Materialität der Institution und zum anderen die Alltagsbeziehungen in ihrem Inneren. Die Felderfahrung ist unerlässlich, da sie einen direkten Zugang zu dieser Alltäglichkeit erlaubt.» (1995: 76, unsere Übersetzung)

Wir müssen jedoch zugeben, dass auch dieser Standpunkt sich nur mit Mühe vom institutionellen Umfeld löst, so als sei der ganze «Alltag» der Institution in dieser auch enthalten. Für einen Perspektivenwechsel wäre es interessant, den Mitgliedern des Personals jenseits der Mauern der Institutionen, in der sie angestellt sind, zu folgen, unabhängig von ihrem Pflichtenheft versteht sich; die Bewohner der einen oder anderen Institution in andere kollektive, öffentliche oder professionelle Sphären zu begleiten; die Passagen und Übergänge zu beobachten, dass heisst die Kontaktzonen zwischen den unterschiedlichen institutionellen Dispositiven. Das vorliegende Dossier wurde konzipiert, um die Reflexion in diese Richtung zu entwickeln: die Eintritte in bzw. die Austritte aus der Institution sind die *ethnographischen Epizentren* von denen aus ein Reihe neuer Dimensionen erforscht werden können. In diesem Sinne richten wir hier einen originelle Blick auf die Institution und ihre Umfelder.

PRÄSENTATION DER ARTIKEL

Die hier publizierten Artikel folgen dieser Sichtweise, jeder auf seine Art. Der erste, von Frédérique Giuliani, Denis Laforgue und Corinne Rostaing verfasste Artikel vergleicht die Arten, auf denen man in drei französische Institutionen eintritt: in ein Gefängnis, in eine Einrichtung zur Elternschaftsunterstützung, und in einer Spitex Einrichtung für ältere Leute. Indem sie die Aufnahmeriten und -zeremonien je nach Grad der Geschlossenheit dieser Institutionen beschreiben, zeigen die Autoren, auf welche Weise sich dort Logiken der Kontrolle und Logiken der Anerkennung von Personen abwechseln und staffeln.

Annick Anchisi schenkt uns Einblick in ein Altenheim in der Schweiz. Minutiös beschreibt sie die Aufnahme-Mahlzeiten der neuen Bewohner und Bewohnerinnern, Mahlzeiten, welche Angehörige und Personal an einem Tisch vereinen. Dieser zweite Artikel analysiert die Art und Weise, in welcher die Familie und die sozialmedizinische Einrichtung mit der kategoriellen Unbestimmtheit der zukünftigen BewohnerIn umgehen, indem sie gleichzeitig deren jeweilige Inszenierungen in Bezug auf Ordnung, Hierarchie und Austausch dramatisieren und aus zu weichen versuchen.

Im dritten Beitrag bringen uns Michaël Meyer, Krysztof Skuza und Adrien Utz auf interinstitutionelles Gebiet. Sie beleuchten die Zusammenarbeit zwischen psychiatrischen und polizeilichen Stellen bei der Betreuung dementer Patienten und Patientinnen im Kanton Waadt. Ihre Beschreibungen der Interaktionen zwischen RepräsentantInnen der verschiedenen Institutionen zeigen, dass die intersektorielle Zusammenarbeit manchmal zu unerwarteten Umkehrungen in der Ausübung der professionellen Rollen führt. Marina Richter, Roger Kirchhofer, Ueli Hostettler und Chris Young lassen uns in das Universum des Schweizerischen Gefängnisses eindringen, um eine gefängnisinterne Bildungseinrichtung zu analysieren. Indem sie diese Einrichtung als «Insel» präsentieren, und damit eine Öffnung gegen aussen im Inneren des Gefängnisses selbst ermöglichen, beschreibt dieser vierte Beitrag das komplizierte Spiel zwischen dem, was das «Draussen» und «Drinnen» einer Institution ausmacht. In einer ähnlichen, aber umgekehrten Sichtweise interessiert sich Caroline Touraut ihrerseits für die Art und Weise, in welcher das «Äussere» ins «Innere» vordringt. Dieser fünfte Artikel analysiert die Beziehungen zwischen Gefangenen und ihren Besuchern. Er zeigt, dass nicht nur Letztere lernen müssen, sich an die Normen der französischen Gefängnisse anzupassen, sondern dass auch die Gefängnisse ihrerseits bestimmte Räume zum Empfang der Besucher schaffen mussten, gegen ihre eigene Logik von Einschliessung und Bestrafung. Danach führt uns Clara Barrelet in eine Herberge für obdachlose junge LGBT (Lesben, Schwule, Bisexuelle und Transgender-Personen) in New York. Dieser sechste Artikel beleuchtet die Strategien jener Personen, welche diese Institution freiwillig für einige Monate frequentieren. Sie instrumentalisieren die Einrichtung, um ein Dach über dem Kopf zu haben, aber auch um gleichzeitig Transgender-orientierte Identitätsprozesse zu initieren oder weiterzuführen.

Die beiden letzten Beiträge betonen insbesondere das Verlassen einer Institution, und die damit verbundenen Risiken, Erfolge und Misserfolge. Zunächst fragt sich Géraldine Bugnon wann, und unter welchen Bedingungen die Massnahme der assistierten Freiheit für brasilianische Minderjährige aufgehoben wird. Anhand der Vorstellungen und Erwartungen von SozialarbeiterInnen

zeigt sie die Komplexität deren Evaluationsarbeit der Resozialisation von Jugendlichen, eine unerlässliche Bedingung, damit der Richter das Ende der Massnahme anordnet. Schliesslich wendet sich Irene Becci einem Transitheim für Ex-Häftlinge in Berlin zu, welches diesen den Gefängnisaustritt und die Rückkehr in ein so genanntes normales Leben erleichtern soll. Sie beobachtet allerdings, dass die Ex-Häftlinge sich an einem Ort wiederfinden, der zwar kein Gefängnis mehr ist, sich jedoch stets ausserhalb, am Rande der Gesellschaft befindet. Durch die weiterhin belastende Stigmatisierung verbleiben die Ex-Häftlinge in einer liminalen Phase.

EINTRETEN UND VERLASSEN: EINIGE PERSPEKTIVEN

Wie die Präsentation der acht Artikel zeigt, ist es nicht Ziel dieses Dossiers, die Aufmerksamkeit auf die Wege der BenützerInnen oder NutzniesserInnnen durch die Institutionen zu lenken – Wege, die immer noch zu oft als homogen und linear betrachtet werden. Es geht auch nicht darum zu beschreiben, wie eine Institution intern funktioniert, wie die Rollen unter den verschiedenen Protagonisten verteilt sind, oder welche Zusammenhänge zwischen Akteuren und System bestehen. Im Gegenteil, wir haben jene Artikel bevorzugt, welche die Institution als Konfrontationsraum angehen, und nicht nur die Kontaktzonen zwischen den institutionellen Einrichtungen, sondern auch deren Grenzbereiche analysieren. Dies ermöglicht, die Spiele von Hierarchisierung und Macht zu verstehen, die sich in diesen entscheidenden, unbestimmten Momenten, wie sie jeder Eintritt in und jeder Austritt aus einer Institution darstellen, beobachten lassen.

Es erlaubt des weiteren – mithilfe des Ritusbegriffs – das Eintreten bzw. das Verlassen, die Übergänge oder Begegnungspunkte zwischen Institutionen als Inszenierungen sowie als separate Zeit-Räume zu denken. Tatsächlich bedeutet jede Neuankunft und jeder Abgang einer Person, dass heisst jeder Beginn und jedes Ende einer Betreuung, eine potentielle Gefährdung des Gleichgewichtes der gemeinschaftlichen Dynamiken. Die Riten ermöglichen es in diesen Fällen bestimmte Rekonfigurationen von Beziehungen anzukündigen oder einzuleiten, und den angehenden Statuswechsel zu markieren. Indem der Ritus im Vergleich zum Alltäglichen einen Ausnahmecharakter aufweist – nach Albert Piette (2005, 2003) gar einen Charakter der Fiktionalität – birgt er eine performative Dimension (Wulf 2005). Der von Arnold Van Gennep (1909) theoretisierte Begriff des Übergangsritus, wurde in diesem Sinne in den ersten beiden Artikeln des Dossiers mobilisiert und diskutiert, um jeweilige Eintrittsriten zu analysieren. Weiterhin erfasst der von Victor Turner (1995) entwickelte Begriff der Liminalität den strukturierenden Einhalt, welchen die in einer Institution verbrachte Zeit darstellen kann. Becci bezieht sich explizit auf diesen Begriff um die Schwierigkeit der Ex-Häftlinge zu verstehen, ihren vorherigen Zustand zu verlassen um sich wieder vollends in die Gesellschaft einzugliedern. Kurz, Riten begleiten jegliche Eintritte und Austritte aus Institutionen und legen zahlreiche der Herausforderungen offen, die diesen Momenten eigen sind. Auch wenn der Begriff der Liminalität in nur drei der acht Artikel auftritt, erscheint er uns von besonderem Interesse für das Studium von Institutionen, so wie hier vorgeschlagen.

Insgesamt treten vier transversale Charakteristika von ungleicher Gewichtung aus der Summe der Texte hervor: 1) Die Übertreibung der Inszenierung von Hierarchie und Machtbeziehungen in Transitionsmomenten; 2) Die Ausblendung, Bestätigung oder Verwischung der beruflichen Identität des Personals während deren Kontakten mit Bezugspersonen von Betreuten, sowie mit Mitarbeitenden anderer Institutionen; 3) Die Notwendigkeit EmpfängerInnen, BewohnerInnen und BenutzerInnen auf spezifische Weise zu kategorisieren um den Abstand zwischen institutionellem Anspruch und individueller Biographie zu reduzieren; 4) Die Beachtung des Gebots der Betreuung, um das Ideal der Autonomie der Personen aufrecht zu erhalten. Die Gewährung dieses Gebots geschieht durch das Engagement und die Vernetzung einer Vielzahl von Beteiligten.

Abschliessend möchten wir darauf hinweisen, dass das vorliegende Dossier in zwei der drei Bild-Essays dieser *Tsantsa* Ausgabe ein Echo findet. Olivia Killias zeichnet in einer Serie von Fotografien die Ausbildung zukünftiger Hausmädchen in einem speziell dafür vorgesehenen Ausbildungszentrum in Indonesien nach. Sie hinterfragt die von diesen Frauen geforderte Umwandlung, um ideale «Maids» zu werden und versteht ihren Aufenthalt als liminale Phase, die es erlaubt sie anstellungsfähig zu machen. Der Enstehungsprozess des Fotos für den Katalog für zukünftige Arbeitgeber erscheint hier als besonders erhellend, da es darum geht, das gesamte Potential in einem einzigen Lächeln zu vermitteln. Im zweiten Beitrag sind Cornelia Hummel und Frank Preiswerk den Austritten eines Patienten und einer Patientin aus einer psychiatrischen Einrichtung in Genf gefolgt. Ihr Essay lässt sichtbar werden, auf welche Weise diese Austritte unter den Bewohnern und dem Personal vorbereitet werden, und wie sie sich zeitlich und räumlich staffeln.

Das Austreten selbst steigert Hoffnungen und Befürchtungen, ohne dass jemand wirklich wüsste, ob dieser Austritt der Letzte ist, oder ob sich weitere Aufenthalte bereits am Horizont abzeichnen.

Die fotografischen Essays bereichern die Beschreibungen und Analysen der acht Artikel des Dossiers. Sie laden visuell dazu ein, nicht zu vergessen, dass der Eintritt in ein institutionelles Dispositiv auch als Austritt aus einem anderen institutionellen Dispositiv gelesen werden kann – und sollte – und umgekehrt...

Übersetzung: Redaktionskommission

BIBLIOGRAPHIE

ABÉLÈS Marc
1995. «Pour une anthropologie des institutions». *L'Homme* 35(135): 65-85.

AMOUROUS Charles, BLANC Alain (dir.)
2002. *Erving Goffman et les institutions totales*. Paris: L'Harmattan.

BOLTANSKI Luc
2009. *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*. Paris: Gallimard.

DUBET François
2002. *Le déclin de l'institution*. Paris: Seuil.

EYRAUD Benoît
2010. *Les protections de la personne à demi capable. Suivis ethnographiques d'une autonomie scindée*. Paris: Ecole des hautes études en sciences sociales, thèse de sociologie (manuscrit).

FOSSIER Arnaud, MONNET Eric (dir.)
2009. Dossier «Que faire des institutions?» *Tracés. Revue de Sciences humaines* 17(2): 7-28.

FUSTIER Paul
2008. *Les couloirs du quotidien*. Paris: Dunod.

GOFFMAN Erving
1968. *Asiles. Etudes sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus*. Paris: Minuit.

GUÉRY Alain
2003. «Institution. Histoire d'une notion et de ses utilisations dans l'histoire avant les institutionnalismes». *Cahiers d'économie politique* 44: 7-17.

JEANJEAN Marc
1990. *Un ethnologue chez les policiers*. Paris: Métailié.

LAFORGUE Denis
2009. «Pour une sociologie des institutions publiques contemporaines: pluralité, hybridation et fragmentation du travail institutionnel». *Socio-logos. Revue de l'Association française de sociologie* 4, en ligne: http://socio-logos.revues.org/2317 (page consultée le 5 mai 2011).

MALLON Isabelle
2004. *Vivre en maison de retraite. Le dernier chez soi*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.

MAZZOCCHETTI Jacinthe
2005. *L'adolescence en rupture: le placement au féminin. Une enquête de terrain*. Louvain-la-Neuve: Bruylant-Academia.

PENEFF Jean
1992. *L'hôpital en urgence: étude par observation participante*. Paris: Métailié.

PIETTE Albert
2003. *Le fait religieux. Une théorie de la religion ordinaire*. Paris: Economica.

2005. «Fête, spectacle, cérémonie: des jeux de cadres». *Hermès* 43: 39-46.

ROSTAING Corinne
1997. *La relation carcérale: identités et rapports sociaux dans les prisons de femmes*. Paris: Presses universitaires de France.

SEARLE John
2005. «What is an institution?» *Journal of Institutionnal Economics* 1(1): 1-22.

STEUDLER François
2001. «Les institutions totales et la vie d'un concept», in: Charles AMOUROUS, Alain BLANC (dir.), *Erving Goffman et les institutions totales*, p. 283-314. Paris: L'Harmattan.

TURNER Victor
1995 (1969). *The Ritual Process. Structure and Anti-Structure.* New York: Aldine De Gruyter.

VAN GENNEP Arnold
1909. *Les rites de passage. Etude systématique des rites, de la porte et du seuil, de l'hospitalité, de l'adoption, de la grossesse et de l'accouchement, de la naissance, de l'enfance, de la puberté, de l'initiation, de l'ordination, du couronnement, des fiançailles et du mariage, des funérailles, des saisons, etc.* Paris: Emile Nourry.

WULF Christoph
2005. «Introduction: rituels. Performativité et dynamiques des pratiques sociales». *Hermès* 43: 9-20.

AUTEUR·E

Docteur en anthropologie de l'Université de Neuchâtel, Marc-Antoine Berthod est professeur à la Haute école de travail social et de la santé – EESP – Lausanne. Ses recherches portent sur les institutions, les croyances, les rites funéraires, la fin de vie, la mort et le deuil.

marc-antoine.berthod@eesp.ch

Gaëlle Aeby est titulaire d'un master en sociologie de l'Université de Genève. Elle est actuellement assistante à l'Université de Lausanne où elle réalise sa thèse de doctorat. Ses recherches portent sur la jeunesse, la famille, les parcours de vie et les réseaux sociaux.

gaelle.aeby@unil.ch